Violences : que se passe-t-il au Burundi ?

Europe1, 16 dÃ©cembre 2015 ON VOUS EXPLIQUE - Les Nations Unies craignent que ce petit pays africain, de la rÃ©gion des Grands Lacs, plonge Ã nouveau dans la guerre civile. Le contexte.Â Le haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme sâ€™inquiÃ¨te, dans un nouveau rapport publiÃ© mercredi, de la montÃ©e des violencesÂ au BurundiÂ entre les partisans du prÃ©sident Nkurunziza qui refuse de lÃ¢cher le pouvoir, et ses opposants.

Pourquoi de nouvelles violences maintenantÂ ? La situation sâ€™est fortement tendue avant lâ€™Ã©tÃ© au moment oÃ¹ le prÃ©sident en place, Pierre Nkurunziza, a annoncÃ© quâ€™il souhaitait briguer un troisiÃ¨me mandat, alors que la loi place un limite Ã deux mandats. MalgrÃ© ces rÃ¨gles,Â un scrutin sâ€™est quand mÃªme tenuÂ au mois de juillet "mais en lâ€™absen quasiment totale de lâ€™opposition", souligne Christian Thibon, professeur Ã lâ€™universitÃ© de Pau et spÃ©cialiste de la rÃ des Grands Lacs. Le prÃ©sident Nkurunziza est donc restÃ© au pouvoir, soutenu par plusieurs milices armÃ©es. Depuis, des affrontements se produisent rÃ©guliÃ¨rement entre les deux camps. Pourquoi les tensions prennent-elles une telle proportionÂ ? Parce que le pays reste trÃ¨s fragile. Le Burundi a connuÂ une pÃ©riode de guerre civile intense. De 1993 Ã 2000 le pays a Ã©tÃ© dÃ©chirÃ© par des combats qui ont opposÃ© Hutus et Tutsis. "Ces luttes sont nÃ©es dÃ¨s lâ€™indÃ©p du pays, dans les annÃ©es soixante-dix avec deux gÃ©nocidesÂ : le premier en 1972 qui visait les Hutus, et lâ€™autre en 199 contre les Tutsis", prÃ©cise le spÃ©cialiste. Puis des accords â€“ les accords dâ€™Arusha â€“ ont Ã©tÃ© signÃ©s leÂ 28 aoÃ l'Ã©gide deÂ Nelson Mandela permettant la mise en place dâ€™un systÃ¨me dâ€™alternance au pouvoir oÃ¹ la rÃ©partition d postes sâ€™est faite en fonction de lâ€™appartenance ethnique de chacun. "Câ€™Ã©tait un systÃ¨me tout Ã fait novateur en souligne lâ€™historien. Â Un systÃ¨me qui a dâ€™ailleurs fonctionnÃ© pendant une dizaine dâ€™annÃ©es. "Mais il y a toujou tentations de sâ€™emparer du pouvoir et câ€™est ce qui a fini par se passer lors des derniÃ¨res Ã©lections du mois de juillet" regrette-t-il. Sâ€™agit-il, Ã nouveau, dâ€™une opposition Hutus/TutsisÂ ? Â La rÃ©alitÃ© est plus complexe que cela. Il sâ€ moment dâ€™une crise politique et non ethnique. Mais les violences sont telles, ces derniers jours, "que le pays nâ€™est pas lâ€™abri dâ€™une nouvelle guerre civile", prÃ©vient Christian Thibon. Une guerre qui pourrait provoquer le massacre de millie de personnes. Câ€™est ce que redoutent les Nations Unies, qui Ã©voquent mÃªme la possibilitÃ© que la situation dÃ©gÃ©nÃ gÃ©nocide. Christian Thibon prÃ©fÃ¨re, lui, pour le moment, alerter sur un possible "politicide" car si le prÃ©sident au pouvoir est Hutus, certains membres de son administration, qui le soutiennent, sont des Tutsis. Lâ€™opposition entre les deux parties ne sâ€™entend donc pas dâ€™un point de vue ethnique. Du moins pour le moment. Pour les Nations Unies, les violences de ces derniers jours -Â qui ont fait 90 mortsÂ - montrent que "les tensions ont atteint Ã prÃ©sent leur point de rupture Ã Bujumbura (la capitale, NDLR)". Le Haut-commissaire aux droits de lâ€™Homme a donc lancÃ© un appel Ã toutes les parties prenantes Ã cette crise, y compris aux leaders politiques et aux autoritÃ©s de l'Etat "au plus haut niveau", afin qu'elles prennent "toutes les mesures pour mettre fin Ã cette escalade de la mort et pour engager un dialogue sensÃ© et inclusif". Mais la sortie de crise est-elle envisageableÂ ? Oui, mais Ã deux conditionsÂ : que la communautÃ© Â internationale intervienne et quâ€™elle le fasse rapidement. "Aujourdâ€™hui les deux parties sont complÃ¨tements fermÃ©es dialogue", explique Christian Thibon. La solution ne se trouve donc pas au Burundi, mais "dans une mÃ©diation extÃ©rieure au pays. Cela peut passer par les partenaires du Burundi, comme lâ€™Union africaine ou mÃªme la communautÃ© internationale". Autre danger, qui inquiÃ¨te aussi bien les spÃ©cialistes que les Nations Unies, le risque de contagion Ã dâ€™autres pays de la rÃ©gion. La crise que traverse le Burundi pourrait dÃ©stabiliser la rÃ©gion. Plus de 200.000 personnes ont dÃ©jÃ fui dans les pays voisins, ce qui nâ€™est pas sans causer certaines tensions. En outre, le Burundi est une des plaques tournantes du commerce en Afrique de lâ€™Est. Si la crise perdure â€“ la vie Ã©conomique du Burundi est aujourdâ€™ lâ€™arrÃªt - elle pourrait couper certains pays en approvisionnements divers. Et puis, bien entendu, un pays comme le Rwanda â€“ qui a Ã©tÃ© dÃ©chirÃ© par une guerre entre Hutus et Tutsis - surveille de prÃ¨s la situation. "Les sentiments ethniques pourraient Ãªtre rapidement rÃ©veillÃ©s", prÃ©vient lâ€™historien, et donc faire resurgir dâ€™anciennes peurs au s population. Par Maud Descamps